



## Berlin Eco

NUMERO 18

© DG Trésor

17 juin 2020

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

D'après l'[IW Köln](#), les transferts issus du fonds européen de 750 Md€ proposé par la Commission européenne ne profiteraient pas en termes nets à l'Allemagne et la France : le solde entre contraction du PIB et transferts perçus serait largement négatif et s'établirait à respectivement -5,66 % et -6,59 % de PIB pour les deux plus grandes économies de l'UE. Les plus grands bénéficiaires nets du plan européen seraient la Bulgarie (+7,99 % de PIB), la Croatie (+4,55 % de PIB) et la Pologne (+2,85 % de PIB).

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Plusieurs instituts conjoncturels ont mis à jour leurs projections macroéconomiques pour l'Allemagne. Si les estimations divergent dans le détail (entre -5,1 % et -9,4 % pour le PIB en 2020), **la faible probabilité d'un rétablissement prompt du commerce extérieur et la persistance des incertitudes malgré la réouverture progressive des économies européennes font consensus**. Si l'impact effectif du programme conjoncturel du gouvernement fédéral sur la consommation des ménages fait débat, le recul des investissements des entreprises fait consensus. Le DIW chiffre à 1,3 point l'effet sur le PIB du paquet conjoncturel du gouvernement fédéral et déplore un effort trop limité en matière d'investissements d'avenir. Pour l'IWH, les effets macroéconomiques du programme sont jugés faibles (30 Md€ par an sur 2020 et 2021) par rapport aux coûts ; l'IfW estime que les mesures n'abordent pas suffisamment le problème majeur de la stabilité financière des entreprises.

Année	DIW		IWH		RWI		IfW	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
PIB réel (variation annuelle, %)	-9,4	3,0	-5,1	3,2	-5,8	6,4	-6,8	6,3
Prix à la consommation (variation annuelle, %)	0,9	0,9	0,4	1,7	0,2	1,3	0,7	2,7
Emploi (milliers)	45 021	44 957	44 721	44 432	45 020	45 280	44 686	44 533
Taux de chômage (%)	6,0	6,3	6,3	6,4	5,9	5,3	6,0	6,1
Solde budgétaire (% de PIB)	-6,2	-3,4	-6,7	-3,0	-5,3	-1,7	-5,9	-3,2
Dette publique (% de PIB)	79,0	79,0	77,0	76,0	-	-	73,1	70,2
Solde courant (% de PIB)	4,1	3,0	3,8	4,2	5,9	5,9	4,9	4,7



L'indicateur conjoncturel de l'institut [IMK](#) chiffre la probabilité d'une récession à **95,6 % pour les trois prochains mois** contre 100% en mai. L'institut note une très légère amélioration des attentes, soutenue en particulier par l'annonce du programme conjoncturel du gouvernement fédéral. Un retour au niveau de production pré-crise n'est cependant pas attendu avant courant 2022.

L'indice mensuel des attentes conjoncturelles de l'institut [ZEW](#) a augmenté pour une troisième fois consécutive : **+12,4 points en juin 2020 pour s'établir à 63,4 points**, reflétant un regain d'optimisme quant à une amélioration de la situation d'ici l'été. L'indice du ressenti de la situation actuelle affiche sa première amélioration depuis janvier et atteint -83,1 points, soit une hausse mensuelle de 10,4 points.

Selon [Destatis](#), la baisse à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2020 de la TVA (de 19 % à 16 % et 7 % à 5 %) annoncée par le gouvernement fédéral pourrait faire baisser de **1,6 % les prix à la consommation**. L'alimentation et loisirs par exemple pourraient voir leurs prix significativement baisser, tandis que le prix du logement resterait quasiment inchangé. Pour le mois de mai, [Destatis](#) chiffre la variation de l'indice des prix à la consommation à **+0,6 par rapport à mai 2019** (-0,1 % par rapport à avril 2020). Il s'agit de la troisième baisse mensuelle d'affilée, liée principalement à la chute des prix de l'énergie (-8,5 %). Hors énergie, les prix à la consommation affichent une évolution de +1,6 %.

Toujours selon [Destatis](#), le volume de commandes dans le secteur manufacturier a baissé de **1,1 % en avril 2020 par rapport au mois précédent**. Le niveau de commandes issues du territoire allemand s'est contracté de 1,2 %, tandis que celui des commandes issues de l'étranger a perdu 1,0 %.

### POLITIQUE BUDGETAIRE

Le 17 juin, le Conseil des ministres a validé un deuxième [projet de loi de finances rectificative](#), prévoyant **62,5 Md€ de crédits supplémentaires** servant principalement à le programme conjoncturel officialisé le 4 juin. L'endettement net nouveau du Bund passe à 218,5 Md€ en 2020 (la première loi de finances rectificative de fin mars prévoyait 156 Md€ de nouveaux crédits), les dépenses fédérales totales passent à 509,3 Md€.

Selon la dernière version du « panel communal » de la [KfW](#), **90 % des communes interrogées s'attendent à une baisse de leurs recettes et 60 % à une hausse de leurs dépenses. Le retard d'investissements des communes est chiffré à 147 Md€**. La banque publique appelle à sécuriser la capacité financière des communes afin de ne pas mettre en danger les investissements d'avenir, défi amplifié par la crise actuelle.

### POLITIQUES SOCIALES

Selon une étude de la banque publique de développement [KfW](#), le problème du manque de main d'œuvre pourrait fortement s'aggraver à partir de 2030, faisant tendre le potentiel de croissance économique vers zéro d'ici 2040. A âge de départ à la retraite inchangé, même une forte immigration de personnes qualifiées ne suffirait pas à garantir un niveau de population active suffisant et pourrait même déboucher sur des conflits de redistribution. La KfW préconise par conséquent au gouvernement et aux entreprises de faire de la politique de main d'œuvre et de formation une priorité.

## ACTUALITE FINANCIERE

### MARCHES FINANCIERS

La fédération bancaire des banques commerciales, *BdB*, se prononce à nouveau (cf. BE n°10) pour un **euro numérique programmable**, afin de garantir la souveraineté européenne en la matière. Elle plaide, d'une part, pour la mise en place d'un cadre juridique qui permettrait la création d'un [euro numérique par les banques privées](#) et d'autre part, pour une [monnaie numérique de banque centrale](#).



En réaction à la publication par le forum de haut niveau d'un rapport sur **l'union des marchés des capitaux**, la fédération des fonds d'investissements, *BVI*, salue la proposition de constituer une plateforme numérique européenne qui regrouperait les données sur les entreprises ainsi que la création d'une nouvelle catégorie d'investisseurs, à savoir les investisseurs « qualifiés ».

### REGULATION FINANCIERE

Dans l'objectif de créer une « **assurance-pandémie** » pour les entreprises (un soutien de trésorerie), la [fédération des assureurs](#), *GDV*, a proposé au gouvernement deux esquisses d'assurance. La première serait obligatoire et consisterait, pour les assureurs, à verser une taxe qui abonderait un fonds qui pourrait être complété par des obligations « pandémies » et par l'Etat en cas de crise. La seconde serait facultative, l'assuré verserait une prime qui lui octroierait le droit à percevoir une aide d'Etat si une pandémie survenait avant une durée suffisamment longue (100 ans par ex.) pour éviter des primes trop élevées.

### BANQUES ET ASSURANCES

Les relations entre **Commerzbank** et son actionnaire Cerberus (part de 5 %) se sont dégradées. Dans un échange de courriers, l'investisseur a reproché à la banque son manque de rentabilité tandis que celle-ci a refusé de lui accorder des sièges au conseil de surveillance ainsi qu'un mandat de conseiller. La banque a par ailleurs fait savoir qu'elle élaborait de nouvelles mesures de réduction des coûts.

**Deutsche Bank** a fait savoir qu'en raison de la pandémie du Covid-19, elle augmenterait d'environ 800 M€ ses provisions pour risques de crédits au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Économique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Revu par : Catherine Rozan

Version du 17 juin 2020